Parti Révolutionnaire
Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr
E'mail : communistes2@wanadoo.fr

30 mai 2018

Le 14 juin, tous ensemble dans la lutte pour une retraite solidaire.

Ce mercredi 30 mai, le gouvernement présente au conseil des ministres la mise en place d'un nouveau plan de casse des acquis sociaux. Ce plan consiste à faire des « économies sur les dépenses publiques ». Les collectivités territoriales, le fonctionnement de l'État et la Sécurité Sociale sont au premier plan des «économies » visées.

« Les aides sociales atteignent 1250 milliards » se plaint Darmanin, répétant le discours entendu sans cesse de la part des gouvernements précédents. « La France vit au-dessus de ses moyens », « les caisses sont vides », « la dépense publique plombe la compétitivité » etc.

En réalité et conformément à ce que Macron avait annoncé dans son programme, il s'agit de « transformer en profondeur la société française ». En clair, rien ne doit échapper au profit capitaliste.

Les collectivités locales sont de plus en plus sous l'emprise du privé par la privatisation des services, la fonction publique est démantelée par la suppression de 120 000 fonctionnaires, l'attaque contre les statuts notamment sur les salaires, l'emploi massif de contractuels, le temps de travail…

Le gouvernement prévoit ainsi de baisser de quatre points du produit intérieur brut la part consacrée aux dépenses publiques.

Dans ces « dépenses sociales » figure le système solidaire de retraite que tous les pouvoirs quels qu'ils soient ont sans cesse tenté de supprimer. Seule la lutte des travailleurs a permis de le préserver même s'il est attaqué de toutes parts : instauration de la CSG, blocages des pensions, recul de l'âge d'accès à la retraite, augmentation du nombre d'annuités. Les rapports de force politiques et sociaux n'ont pu empêcher ces sales coups.

Aujourd'hui le gouvernement s'attaque aux fondements de la retraite solidaire : la répartition. Nous l'avons dit à de nombreuses reprises mais il est utile de rappeler en quoi consistent les objectifs du pouvoir :

- Chaque travailleur perçoit un salaire dont une partie sert à financer le système de retraite. Ce système solidaire arraché aux patrons a fait ses preuves depuis son instauration en 1946.
- Le fonctionnement des retraites était à l'époque financé à 50 % par les travailleurs et à 50 % par les entreprises par une ponction sur les profits. Les patrons n'ont jamais rien payé comme le martèle la propagande capitaliste, le travail salarié est l'unique source de financement du système par répartition.

Voilà ce qu'ils veulent supprimer.

Le discours sans cesse utilisé qualifiant les cotisations sociales de « charges » consiste à faire croire que cela pénalise la compétitivité et la rentabilité du capital (et alors !!)

Les patrons veulent récupérer la part des profits consacrés aux cotisations sociales, c'est ainsi que tous les gouvernements successifs s'acharnent à diminuer les cotisations des entreprises par des exonérations sans cesse plus importantes mettant en danger l'ensemble de la protection sociale (sécurité sociale–maladie–santé–logement–retraite–chômage).

Les entreprises sont exonérées d'environ 35 milliards par an de cotisations sociales, tout le discours sur le déficit de la sécurité sociale, le « coût » de la santé, le « coût » du chômage, celui du logement ne tient pas, il est la conséquence directe de la politique dictée par le Medef et appliquée par les gouvernements successifs.

L'application de la CSG par le gouvernement Rocard (Mitterrand), le vote par l'Assemblée nationale du budget de la Sécurité Sociale (auparavant décidée paritairement), la baisse des cotisations sociales des entreprises, l'explosion du chômage et de la précarité (dont personne ne parle) ont aggravé encore les conditions d'accès au système social français dont la retraite fait partie.

Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est l'existence de la retraite par répartition, c'est l'accès et le niveau des pensions de retraite. Le gouvernement, comme il le fait pour tous les secteurs de la vie publique est aux ordres du Medef qui ne veut pas financer ce qui protège collectivement les travailleurs. Il n'est pas là pour ça mais pour faire du profit.

Il veut instaurer une retraite par points autrement dit une retraite selon les possibilités individuelles de financement et non plus selon les cotisations sociales liées à l'activité. On peut en mesurer les conséquences… Les assurances privées (largement représentées au Medef) se frottent les mains.

Le 14 juin est donc une initiative de lutte importante qui dépasse largement le simple fait de défendre sa propre retraite mais surtout un système solidaire qui permet à des générations de travailleurs d'accéder dans des conditions correctes à un repos mérité après une vie de travail.

Pour cela il faut abroger toutes les lois et dispositions qui font obstacle à cet objectif, confier la gestion de la Sécurité Sociale aux travailleurs, supprimer la CSG, revenir un financement égal entre entreprises et salariés comme à l'origine, accéder dès 60 ans à une retraite pleine et entière, calculer les pensions sur les salaires des six derniers mois, indexer les pensions sur les salaires.

Le 14 juin notre parti tiendra toute sa place et comme dans toutes les luttes, il sera présent dans les rassemblements prévus.